

Le report 'sine die' des élections n'est qu'une traduction de la difficulté, voire de l'impossibilité, qu'il semble y avoir, pour la Libye, d'engager un chapitre nouveau de son histoire contemporaine.

Barah Mikail, professeur associé à l'université Saint Louis – Campus de Madrid, et directeur de Stractegia Consulting.

LIBYE : NI GUERRE, NI PAIX ?

Les parents pauvres du *Printemps arabe* sont nombreux. La Tunisie, l'Égypte, la Syrie, le Yémen continuent à être les exemples les plus évidents de l'échec d'un « printemps révolutionnaire » auquel l'écrasante majorité des populations du Maghreb et du Machrek avaient pourtant aspiré et cru, en 2011. La Libye ne fait pas exception à ce paysage déprimant. Le long de la décennie passée, les Libyens ont vu s'enchaîner une succession de cycles belliqueux, qui n'ont fait qu'accroître la fragmentation de leur paysage politique et institutionnel.

Tout espoir naissant a conduit à une désillusion jusqu'ici, et le dernier rendez-vous manqué en date, celui d'élections présidentielles initialement prévues pour le 24 décembre 2021, mais finalement repoussées *sine die*, n'est qu'une traduction supplémentaire de la difficulté, voire de l'impossibilité, qu'il semble y avoir pour la Libye, d'engager un chapitre nouveau et prometteur de son histoire contemporaine.

Il convient, dans ce contexte, de s'interroger sur les perspectives à venir pour la Libye sur les court et moyen termes. La population libyenne est lassée des épisodes de violence qu'elle a connus le long de ces dernières années : mais cela ne semble pas être exactement la posture de ses leaders politiques, engagés pour beaucoup d'entre eux, dans des luttes sans fin pour s'accaparer le pouvoir.

FRAGMENTATION INSTITUTIONNELLE

La réalité politique institutionnelle libyenne peut paraître extrêmement compliquée, de prime abord. Mais ses réalités schématiques ne sont pas difficiles à saisir.

Sur le plan des institutions officielles, deux pôles de pouvoir prévalent en Libye : un gouvernement d'unité nationale (GUN) situé à Tripoli, et dirigé depuis mars 2021 par l'homme d'affaires Abdulhamid Dabeiba ; et une entité politico-militaire, l'Armée nationale libyenne (ANL), située à l'est du pays, dans la ville de Rajma, et dirigée par un militaire du nom de Khalifa Haftar.

Le GUN tient lieu de gouvernement officiel, dans le sens où il est reconnu par l'ONU, qui en avait posé les fondations en 2015. Dirigé précédemment par l'ancien premier ministre, Fayez al Sarraj, une personnalité cooptée par l'ONU, il a été renouvelé, début 2021, suite à un ensemble de tractations, ayant réuni 75 représentants issus des différentes régions du pays dans une structure *ad hoc*, du nom de Forum de Dialogue Politique Libyen (FDPL).

L'ANL, pour sa part, est une structure autoproclamée. Malgré ce que suggère son nom, elle n'incarne en rien un corps militaire national officiel. L'ANL a été voulue et créée par Khalifa Haftar, en 2014, aux fins alors non officialisées, d'essayer de mettre la main sur le pouvoir libyen. Depuis, les épisodes de violence ont beaucoup dû à cette rivalité entre les défenseurs respectifs des deux principales entités représentatives du fait libyen.

Côté influence territoriale, la division est tout autant à l'œuvre. La Libye est formée de trois régions, ou provinces : la Tripolitaine, qui forme *grosso modo* le tiers nord-ouest du pays ; la Cyrénaïque, étendue sur le tiers est de la Libye, du Nord au Sud ; et le Fezzan, qui s'étend depuis le sud de la Tripolitaine jusqu'aux frontières méridionales du pays. La Tripolitaine est tenue



Célébrations pour marquer l'anniversaire du soulèvement qui a renversé Mouammar Kadhafti en 2011. Benghazi, février 2022. ABDULAH DOMA/AFP VIA GETTY IMAGES

par le GUN ; la Cyrénaïque est régie par l'ANL ; quant au Fezzan, il continue à être une pomme de discorde entre GUN et ANL. Chacune des deux entités essaye d'y développer son influence, dans un contexte où les faits clanique, tribal et communautaire y sont extrêmement forts. Mais, en dépit de l'extrême complexité de la situation, force est de constater que c'est l'ANL qui, sur le plan militaire, dispose d'une assise plutôt favorable dans le Fezzan, comparé au GUN.

Pour être complet, ce panorama nécessite, cependant, de prendre en compte deux autres entités institutionnelles : le Haut Conseil d'État (HCE), situé à Tripoli, et la Chambre des représentants (CDR), qui siège à Tobrouk, en Cyrénaïque. Le HCE, qui, officiellement à tout le moins, compose avec l'entité légitime du GUN, est fait de personnalités choisies par des transfuges du Congrès général national (CGN), l'ancien Parlement libyen. Élu par la population en 2012 pour une durée de 18 mois, le CGN était censé laisser place ensuite à un nouveau Parlement, la CDR. Mais, une fois encore, les rivalités de pouvoir ont accentué les divisions institutionnelles. Le HCE fut ainsi mis en place par l'ONU en 2016, avec pour tâches officielles d'être un organe consultatif, avec détention d'un pouvoir co-décisionnel dans certaines situations. D'une certaine manière, on

peut voir dans le HCE une sorte de Sénat, dont la CDR a besoin pour valider ses propositions. Néanmoins, la vie libyenne est loin d'être un long fleuve tranquille, et en ce sens, les postures contradictoires adoptées par chacun du HCE et de la CDR, concernant la donne politique libyenne, ainsi que les divisions et rivalités prévalant jusqu'à l'intérieur de ces instances respectives, continuent à revêtir l'horizon libyen d'un épais brouillard. S'ajoute à cela un autre aspect important : le fait que les structures précitées sont souvent indissociables de leurs leaders et/ou de leurs ambitions.

DES CANDIDATS UNIS PAR UNE ASPIRATION AU POUVOIR

Les Libyens doivent une grande partie de leurs maux à un facteur finalement assez sommaire : la quête du pouvoir par les figures liges du pays. Devant la myriade d'acteurs aspirant à un rôle politique à niveau national, les plus importants d'entre-eux sont ceux qui ont fait montre d'influence, et de réserves potentielles de vote populaire, à l'occasion des élections présidentielles avortées du 24 décembre 2021.

Khalifa Haftar compte assurément parmi ces personnalités incontournables. Le chef de l'ANL a structuré les évolutions libyennes depuis 2014. Sur ces huit dernières années, il a causé deux guerres officielles : l'une connue sous le nom d'Opération Dignité, lancée en 2014 aux fins officielles de libérer le pays de ses éléments « radicaux » et « terroristes » ; l'autre en 2019, connue généralement sous le nom de Guerre sur Tripo-

LIBYE : DONNÉES ÉCONOMIQUES

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 ^e |
|--|------|------|-------|-------------------|
| Croissance du PIB à prix constants (%) | 15,1 | 2,5 | -31,3 | 78,2 |
| Hydrocarbures | 35,9 | 4,3 | -52,3 | 194,7 |
| Non hydrocarbures | 1,8 | 1,0 | -12,8 | 21,9 |
| Taux de change US\$/LYD | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 |
| Compte courant (% PIB) | 21,4 | 11,6 | -34,8 | 19,7 |
| Solde budgétaire (% PIB) | -7,0 | 1,7 | -64,4 | 11,9 |
| Production de pétrole (en mbd) | 1.0 | 1.2 | 0,4 | 1,2 |

Source : Banque mondiale. e : estimations

li, à l'occasion de laquelle l'homme fort de l'Est ne faisait plus secret de son aspiration à prendre le pouvoir en mettant la main sur la capitale. Aucune de ces deux entreprises n'a permis à Khalifa Haftar de concrétiser ses ambitions : dans ce contexte, il a accepté de se présenter aux élections présidentielles libyennes de la fin 2021. Mais cela ne veut pas dire qu'il était prêt à jouer le jeu démocratique : Haftar ne conçoit pas le pouvoir autrement qu'en plaçant tout le pouvoir militaire sous sa houlette.

Abdulhamid Dabeiba compte aussi au rang des candidats incontournables de la scène politique libyenne. La candidature du premier ministre libyen aux élections présidentielles fut une surprise : sa nomination à la tête du GUN avait pour condition parallèle de le voir mener une phase gouvernementale intérimaire, sans pouvoir prétendre à une élection présidentielle. Mais Dabeiba est revenu sur ses engagements, et a bénéficié de la validation de sa candidature, dans un contexte facilité par le fait que le pouvoir judiciaire libyen est tout sauf fonctionnel. Il est à noter, en parallèle, que si le premier ministre libyen s'est présenté sans peur, c'est aussi parce qu'il bénéficiait d'un contexte favorable : beaucoup d'indicateurs en Libye semblent confirmer que Dabeiba est doté d'une popularité non négligeable, non seulement en Tripolitaine, mais également en Cyrénaïque et dans une partie du Fezzan. Cause probable : les politiques sociales et d'aide économique qu'il a promises et/ou engagées dans un pays dans lequel la population souffre souvent d'un manque de ses besoins les plus élémentaires (nourriture, électricité, essence, sans oublier la question de l'emploi...).

Fathi Bachagha, ancien ministre de l'Intérieur sous le gouvernement de Fayez al Sarraj (2016-2021), est aussi un numéro qui compte. Originaire de l'une des principales villes économiques du pays, Misrata, Bachagha bénéficie aussi de l'appui de certaines formations militaires puissantes, eu égard à son fief d'origine (Misrata concentre une grande partie de la force militaire sur laquelle le GUN s'appuie) ainsi qu'à son ancienne fonction gouvernementale. Dans le même temps, si sa popularité semblait s'être limitée durant un certain temps à la Tripolitaine, Bachagha s'est aussi lancé dans une stratégie, ouvrant le chemin à son acceptation po-

tentielle de la part d'une plus large partie des habitants de la Cyrénaïque, voire du Fezzan. Dans la seconde moitié de l'année 2021, Bachagha a opéré un rapprochement avec Khalifa Haftar : tenu secret pendant longtemps, ce deal était basé sur l'idée d'un écartement du gouvernement Dabeiba, soit par la voie des urnes, soit par tout autre moyen exploitable. Bachagha serait alors consacré leader d'un gouvernement intérimaire, dans lequel Haftar aurait son mot à dire. C'est en étant forts de ce même accord que Bachagha et Haftar tentent aujourd'hui d'écarter le premier ministre Dabeiba par une voie « légale » : début 2021, la CDR tentait de proclamer un nouveau gouvernement national que mènerait l'ancien ministre de l'Intérieur.

Car ici intervient une autre figure importante dans les perspectives libyennes actuelles : Aguila Saleh, président de la CDR. Si ses relations avec Khalifa Haftar ne sont pas toujours au beau fixe, les deux hommes, basés tous deux en Cyrénaïque, continuent néanmoins de composer l'un avec l'autre. Tenté un moment par le scénario d'une candidature aux élections présidentielles, Aguila Saleh a cependant vite pris conscience de sa popularité extrêmement limitée. C'est sur cette base qu'il a préféré faire usage de son principale atout en sa main : sa fonction de chef du pouvoir législatif. Aguila Saleh veut faire écarter le gouvernement Dabeiba qui ne lui est pas favorable, mais dans le même temps, il escompte un gain de son appui aux ambitions de Fathi Bachagha et de son allié de circonstance, Khalifa Haftar.

Convoquer la figure d'Aguila Saleh impliquerait de s'étendre sur le cas de Khaled al Mishri, président du HCE : néanmoins, si celui-ci est à la tête d'une instance nécessaire pour valider l'entrée en fonction d'un gouvernement Bachagha, les divisions qui prévalent au sein du HCE paraissent neutraliser *de facto*, les capacités d'action de cette instance et de son président. Khaled al Mishri n'en reste pas moins un élément important potentiel, surtout à partir du moment où il réussirait à unifier la posture des membres de l'instance qui préside.

Dernière figure à prendre en compte : celle de Saif al Islam Kadhafi, fils de l'ancien Guide libyen, Mouammar Kadhafi. Saif al Islam avait fait acte de candidature aux élections présidentielles de décembre 2021. Une polémique prévisible avait suivi, mais sa candidature avait fi-

nalement été validée. Aussi controversé que puisse être Saif al Islam du fait de son parcours, il dispose cependant d'une base populaire apparemment équivalente à celle dont peuvent se prévaloir Abdulhamid Dabeiba ou Khalifa Haftar. C'est d'ailleurs là probablement l'un des éléments qui ont fait que la question de l'organisation d'élections présidentielles en est restée au stade théorique. L'un des soucis de la communauté internationale notamment. C'était de savoir quelle attitude il conviendrait d'adopter si Saif al Islam venait à se prévaloir d'une popularité notable. Kadhafi a beau être source de controverse, le « courant vert » des Kadhafistes ne continue pas moins à avoir ses soutiens populaires, surtout dans le Fezzan, régi par des logiques tribales et claniques, plutôt que nationales.

Dans ce contexte, à quels horizons faut-il s'attendre, ne serait-ce que sur le court terme ?

BLOCAGES LIBYENS

Aussi choquant que cela puisse paraître aux yeux de certains, il convient de reconnaître que la solution aux maux libyens ne réside pas forcément dans l'organisation d'élections présidentielles. En effet, si de telles élections avaient été organisées et leurs résultats proclamés, cela n'aurait en rien engagé la Libye sur la voie de la stabilisation. Abdulhamid Dabeiba, Khalifa Haftar, Fathi Bachagha et Saif al Islam Kadhafi sont les principaux favoris à une élection pour laquelle probablement aucun d'entre-eux ne pourrait prétendre à la majorité absolue : cela laisserait ouverte la question de la légitimité de leur élection, dans un contexte dans lequel on les voit mal accepter de s'engager dans une formulation de partage du pouvoir exécutif.

Si tant est qu'il faille favoriser la voie électorale, une option plus sage consisterait à organiser des élections législatives. Par nature, un Parlement a vocation à regrouper en son sein des formations et des candidats aux orientations politiques et idéologiques différentes. La diversité de la CDR n'a jamais fait problème aux yeux des Libyens. Il est à se demander cependant pourquoi la communauté internationale semble avoir voulu mettre la charrue avant les bœufs, rendant le terrain libyen encore plus glissant qu'il ne l'est. Évidemment, des élections parlementaires avec un taux de participation faible auraient également été source de controverse : mais, même dans ce cas, on peut penser que les tensions générées auraient été moindres, en comparaison avec l'organisation d'élections présidentielles.

La situation telle qu'elle prévaut aujourd'hui, se résume *grosso modo* à ce qui suit. D'un côté, le gouvernement Dabeiba bénéficie de la légalité et de la légitimité que lui garantissent le soutien et la reconnaissance de la communauté internationale. Mais reste posée la question de savoir jusqu'à quand, faute d'indications concrètes et fiables sur l'échéancier électoral à venir. De l'autre côté, Khalifa Haftar continue d'entretenir ses rêves de mainmise sur le pouvoir : mais pour leur donner des apparences de légalité, il mise sur le rôle du Parlement et sa validation d'un nouveau gouvernement qui serait mené par Fathi Bachagha. Or, outre que sur le plan légal, ce scénario nécessite l'aval – loin d'être ga-

Aussi choquant que cela puisse paraître, la solution aux maux libyens ne réside pas forcément dans l'organisation d'élections présidentielles

ranti – du HCE, on voit mal comment les habitants de la Tripolitaine accepteraient un pouvoir qui prévoirait un rôle à leur ennemi honni, Khalifa Haftar. Cette voie demeure, donc, sans issue dans la réalité des faits.

UNE NOUVELLE GUERRE PEUT-ELLE ÉCLATER ?

Quels scénarios prévoir pour la Libye ? Ce qui ne fait aucun doute, c'est que les Libyens continuent à souffrir un manque d'accès à leurs besoins les plus élémentaires. Leur pays a beau être riche en pétrole et en gaz, il manque de cohérence institutionnelle, de bonne gouvernance et d'une répartition équitable des ressources dont il dispose. La population est en colère à l'égard de sa classe politique, et elle nécessite et veut une voie de sortie. Le problème, c'est que même l'organisation d'élections ne paraît pas être une voie suffisante pour la création d'un consensus et la définition d'une solution durable à leurs problèmes.

L'ONU reste, cependant, l'instance la plus à même d'aider la Libye. Tout processus qu'elle mettrait en place serait bien mieux accepté que celui défini par une quelconque autre partie. Qui plus est, les répercussions négatives des ingérences étrangères (Turquie, Russie, Émirats arabes unis...) sur la scène politique libyenne sont bien connues : mais là encore, et même si Moscou fait partie des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et a un droit de veto à ce titre, l'ONU, via notamment l'action de certains de ses membres, est l'organisation la plus à même de pousser en faveur d'actions durables. La manière par laquelle elle a pu mettre en place un gouvernement à Tripoli, puis le renouveler, ainsi que la manière par laquelle elle a su rebondir sur le processus de Berlin et sa limitation des ingérences étrangères, sont des faits qui montrent que la définition d'une solution n'est pas impossible. Mais elle nécessite de faire pression sur les acteurs politiques libyens et leurs soutiens, notamment ceux d'entre eux les moins engagés en faveur de la stabilisation réelle du pays.

L'année 2022 ne verra probablement pas de nouvelles élections s'organiser. Dans le même temps, si la guerre reste toujours une option possible, force est de constater qu'elle ne bénéficierait à aucun des acteurs libyens, dans un contexte surtout où la population libyenne veut tourner la page. Aussi tièdes et limitées que ces perspectives paraissent, elles sont une option à saisir, au plus vite. Pour le bien-être des Libyens, mais aussi pour celui d'une sous-région ainsi que d'une Union européenne, étroitement concernées par le rythme du diapason libyen./